

4. Nouvelles modélisations économiques

Ivar Ekeland

Croissance économique et finitude des ressources

La question du développement est au cœur de la théorie économique. Malthus (1766-1834) a clairement identifié les deux limites, que la nature pose à la croissance de la population : la famine et la maladie. La révolution industrielle et scientifique a fait sauter ces deux barrières, et depuis, la population humaine et son niveau de vie sont engagés dans un processus de croissance exponentielle, de l'ordre de 3 % par an. Nous avons pris l'habitude de considérer « développement » et « croissance » comme synonymes, et la croissance de la population est désormais considérée, avec le progrès technologique, comme un des moteurs de la croissance économique. Comment une planète finie peut-elle supporter indéfiniment une croissance exponentielle ? La réponse réside dans le progrès technologique : l'humanité sera peut-être amenée à coloniser d'autres planètes, ou à créer des mondes virtuels, ou à trouver d'autres solutions, tout aussi imprévues que l'était Internet voici cinquante ans.

Depuis la fin des trente glorieuses, ce bel optimisme est troublé par les crises pétrolières, préludes d'une anxiété plus générale. Nos sociétés s'inquiètent dorénavant, non seulement de l'état des réserves mondiales de pétrole ou de gaz, mais aussi de minerais, de cuivre ou de terres rares. Elles s'inquiètent également pour les ressources agricoles, blé, maïs, qui sont désormais utilisés pour produire des carburants, en concurrence avec l'alimentation humaine. Pour d'autres ressources renouvelables, comme les forêts ou les pêcheries, les économistes ont défini depuis longtemps des niveaux d'exploitation optimaux, mais ils ont aussi clairement identifié les mécanismes qui font que ces seuils sont largement dépassés, mettant en péril la pérennité de la ressource. Quant à la partie non exploitée de la planète, elle se réduit aujourd'hui aux grands fonds marins, à quelques zones inaccessibles de la Nouvelle-Guinée, à l'Antarctique (pour le moment) et aux bandes de terrain interdites, autour de Tchernobyl ou le long de la frontière entre les deux Corées. La population humaine perçoit aujourd'hui les limites physiques et biologiques de la planète. Elle se rend compte également que

celle-ci est en train de changer : la disparition de nombreuses espèces réduit la diversité biologique, et le changement climatique a déjà des effets économiques perceptibles.

Un défi pour la théorie économique

Trouver un modèle de développement durable introduit dans la théorie économique plusieurs éléments nouveaux.

Le premier est l'existence d'un bien particulier, l'environnement, qui regroupe aussi bien la qualité de l'air ou de l'eau, que la biodiversité ou le climat. Se pose alors la question de l'évaluation : combien sommes-nous prêts à payer pour empêcher la disparition des baleines, des thons ou des requins ? Noter qu'il ne s'agit pas seulement d'évaluer la perte de revenus des pêcheurs en cas d'extinction, mais aussi l'impact sur le système écologique marin (disparition d'autres espèces), et même le prix de la transgression (il y a des raisons éthiques de s'opposer à cela).

Le deuxième est la durée. D'après le rapport Stern, s'il s'agit de limiter la hausse des températures moyennes, l'inertie du système est telle que les mesures prises ne feront sentir leurs effets qu'entre cinquante et deux cents ans plus tard. Pour l'économiste, qui doit évaluer une politique climatique en comparant les coûts immédiats aux bénéfices futurs, cela pose immédiatement la question du taux d'intérêt. Si ce taux est de 10 %, 73 euros placés aujourd'hui rapporteront un million dans cent ans, mais si ce taux n'est que de 1,4 %, il faudra 250 000 euros pour obtenir la même somme. Dans le premier cas, la génération présente brade l'avenir : s'il s'agit d'éviter une catastrophe écologique qui coûtera un milliard aux générations futures, elle refusera d'investir plus de cent mille euros. Le rapport Stern, lui, choisit le deuxième taux, et c'est pourquoi il préconise des investissements relativement importants.

Le troisième, lié au précédent, c'est l'équité intergénérationnelle. Peu m'importe si le laisser-faire actuel conduit à une élévation des températures moyennes de 6 degrés, je ne serai plus là pour en subir les conséquences. Les dirigeants politiques et économiques sont dans le même cas : leur âge les met à l'abri. Ce qui peut donc nous amener à nous soucier du développement durable, ce n'est pas notre intérêt personnel, comme un jeune épargne pour ses vieux jours, c'est un intérêt pour autrui, pour des gens, qui ne nous sont rien, et dont les parents ne sont pas encore nés. Cet intérêt ne peut être que de nature éthique : notre devoir est d'estimer que les générations futures ont des droits analogues aux nôtres. Le malheur, est que si l'humanité, au cours de sa longue histoire, a construit des mécanismes qui permettent (plus ou



Champs de pétrole à Belridge en Californie, 2003. © Edward Burtynsky Courtesy Nicholas Metivier, Toronto/Flower, Londres. ■

moins bien) aux personnes vivantes de faire connaître leurs préférences, il n'en est pas de même pour les personnes à naître.

Le quatrième élément est l'incohérence temporelle. Une stratégie de développement durable se traduira nécessairement par un plan sur le très long terme, au rythme de la croissance biologique ou du cycle du carbone. Mais, en cinquante ans, les gouvernements se succèdent et les gouvernés aussi. Il n'y a aucune garantie que le plan élaboré aujourd'hui soit encore considéré comme optimal dans trente ans. Et si les personnes qui seront au pouvoir dans trente ans abandonnent ce plan pour un autre, pourquoi l'appliquerions-nous aujourd'hui ?

Enfin, se pose la question de l'implémentation : que convient-

il de faire, et surtout qui le fera ? L'économie est l'art (ou la science) de répartir les ressources rares. En matière de biens privés, le marché est un mécanisme de répartition qui a fait ses preuves. Mais l'environnement est un bien public, et il faut inventer d'autres mécanismes pour le répartir de manière optimale, ou au moins satisfaisante. Une solution peut être de tenter de privatiser certaines parties de l'environnement et de créer des marchés où elles se négocient. C'est ce qu'avait fait le protocole de Kyoto, en créant un marché du carbone, où les droits à polluer étaient négociés. Cette expérience s'est conclue par un échec, ce qui conforte un certain pessimisme. La théorie économique nous enseigne qu'il n'y a pas d'intérêt général, il n'y a que des intérêts particuliers. Pour dépasser ceux-ci, il ne faut plus faire appel à l'économie, mais à l'éthique.

Références bibliographiques

- RAPPORT STERN – http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+/http://www.hm-treasury.gov.uk/sternreview_index.htm
- Résumé en français du rapport Stern : www.hm-treasury.gov.uk/d/stern_shortsummary_french.pdf